
Vœux à la presse 2026

14/01/2026

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

M. JEAN-LUC GLEYZE

Chères toutes et tous,

Chers **partenaires**, merci de votre présence qui compte particulièrement en ce début d'année, car elle augure sa dynamique : faire autrement ensemble.

Un salut tout particulier à **Frank Bottin et aux personnels du CDEF** : merci pour votre accueil, pour le travail remarquable et remarqué au national que vous menez.

Un autre salut dédié à vous, chers **journalistes** : **je vous souhaite une année sérénité, de lucidité, de courage aussi pour traiter l'actualité quotidienne** qui est la nôtre, au moment où l'ordre et le rythme du monde apparaît comme une gigantesque contingence.

C'est d'une **presse documentée** dont nous avons besoin, et des médias qui nous permettent de **décrypter l'information plutôt que de participer à la confusion**, comme nous pouvons le voir hélas tous les jours.

Quand l'information et les médias sont mis à mal par **la sape de leurs moyens** ou **leur concentration entre les mains de quelques grandes fortunes** aux agendas inquiétants, nous avons aussi plus que jamais besoin d'un **audiovisuel de service public** indépendant et financé à la hauteur de ses missions.

L'information est et doit rester une résistance.

Mesdames, messieurs,

Le dramaturge **Bertolt Brecht** dans les sombres heures du XXe siècle écrivait que « ***Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise.*** »

Des mots qui résonnent avec notre actualité faites :

d'insécurités grandissantes : économiques, écologiques,

de **fragilisation** de la grande maille de la **Sécurité sociale** par des baisses de dotations pour les **collectivités** et de subventions pour les **associations**,

d'un budget national qui se fait attendre,

d'enjeux internationaux où la force prend le pas sur le droit...

Nos démocraties ne peuvent reposer ni sur un rapport de violences, ni sur la négligence,

voire la négation des aspirations, des compétences et de droits humains.

De la Gironde au monde entier, nous avons destins liés lorsque l'avenir démocratique est menacé.

Lorsque certains souhaitent se débarrasser des institutions et des lois, il ne reste qu'une forme particulière de brutalité et de vengeance.

Pensons à la mise à pied immédiate des fonctionnaires fédéraux américains.

Pensons aux poursuites lancée par Trump de tous ceux qui s'étaient opposés à lui, attitude qui ne se limite pas à son cas personnel.

Ce qui fut la plus grande démocratie du monde illustre désormais ce qu'est le plus grand péril pour la démocratie mondiale.

Mais ce **n'est pas la société en soi qui est inquiétante**, c'est plutôt **l'absence de société**, ce que je qualifierai de **désocialisation**.

Quand la violence a toutes les audaces, la solidarité doit avoir tous les courages.

Souhaitons donc que les prochaines élections municipales, préserve la première maille sociale, celle qui se tisse localement.

Sans nier la colère et le ressentiment qui travaillent notre démocratie, je forme le souhait, c'est de saison, qu'elles portent le refus de cette vision d'un monde régi uniquement par le coup de force et la mise en concurrence de tous contre tous.

*

Justement, en Gironde, vous le savez, nous portons résolument le projet d'une société où **la sécurité est offerte par la solidarité et la protection de toutes et tous face aux aléas de la vie, aux « inquiétudes du lendemain ».**

C'est **ce que nous appelons, en France, la Sécurité sociale.**

C'est ce que **nous défendons**, en Gironde, avec nos **partenaires.**

Le fond de l'affaire n'est pas un problème de gestion, c'est d'abord une fragilisation volontaire des Départements qui se répercute malgré nous sur nos partenaires !

Ce plaidoyer n'est pas nouveau, et je continuerai à le porter haut et fort avec mes collègues tant **que nos moyens ne seront pas pensés à l'aune des besoins.**

Alors que l'INSEE confirme que, pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les morts sont supérieures aux dépenses, cette nouvelle donne ouvre des perspectives qui dépassent les seules considérations démographiques ; elle pose la question du financement de la dépendance et des métiers du soin et du lien, essentiels dans l'accompagnement des personnes âgées.

C'est tout l'enjeu du nouveau service public départemental de l'autonomie, **Gironde Autonomie**, dont nous aurons l'occasion de reparler cette année.

Dans un département comme le nôtre dont l'attractivité, pour tous les âges, ne faiblit pas, **se fonder sur les besoins de la personne**, c'est non seulement **s'assurer de l'effectivité du droit individuel** mais aussi de la **stabilité sociale de tout un département**.

Pour en finir sur ce sujet, je résumerais les enjeux de l'année ainsi :

Que l'on ne nous dise pas que les Départements n'« ont plus les moyens » de financer les solidarités.

On ne « nous donne plus » les moyens !

C'est ce qui doit nous inquiéter : **le devenir de notre modèle national de solidarité dont le financement actuel n'est pas à la hauteur des besoins quotidiens**.

Dernier exemple en date : la promesse du Premier ministre d'allouer une part supplémentaire de CSG aux départements ne s'est pas traduite dans le PLFSS.

La décentralisation ne peut pas se résumer à un « *gains de productivité* » et à la « *rationalisation* » revendiquées par le Premier ministre.

Alors que les hommages à **François Mitterrand** se succèdent, voilà une vision de la décentralisation qui le ferait pâlir ! Je le cite :

« c'est de la vie vécue [...] dans la gestion départementale, [que se trouve] la connaissance de la vie des hommes et la connaissance des choses de l'administration et de la représentation populaire, c'est cela qui est à l'origine de la loi de la décentralisation. »

Voilà pour qui et pour quoi nous travaillons : pour les Girondines et les Girondins, pour le Service public et ses agents.

C'est pour eux que **nous tenons tête et que nous avons tenu bon aussi longtemps que possible**.

Parce que **savons qu'elles auraient eu des effets négatifs** plus précoces et durables encore.

Plus encore, c'était **une prise de risque responsable**, fidèle à notre engagement politique sur lequel nous ne transigerons pas :

Proximité,

Quotidienneté,

Accessibilité,

Inclusivité,

Equité.

C'est cette prise de risque qui nous a permis **d'aller au bout** de nombreux **engagements d'avenir pour notre département** :

le Plan collège, le Plan Haut méga...

Enfin ce déficit est aussi le résultat de ma décision d'en finir avec les décalages de paiement dans le secteur de la Protection de l'Enfance.

En un mois, preuve du professionnalisme de nos services, nous venons de mettre un terme à ce passif en **réglant** toutes les factures **dues et conformes**.

Ainsi, nous commençons l'année sur des bases solides avec nos partenaires.

Ces exemples incarnent à la fois ce qu'est le service public de proximité, du quotidien et notre capacité à nous remettre en question, à nous améliorer, dans l'intérêt général.

Alors oui, **les mesures d'économies conséquentes en 2026 sont un défi de taille** pour notre collectivité et une mise à l'épreuve de nos valeurs.

C'est parce que nous tenons à sa continuité que le cœur de mon propos du jour sera notre feuille de route pour les trois prochaines années : **le Plan de Retour à l'Équilibre**.

Un Plan **déjà en action**, car **nous n'avons pas attendu 2026** pour agir.

Depuis plusieurs années, nous avons engagé des changements au long cours avec nos partenaires dans les champs de l'autonomie, de l'insertion ou de la Protection de l'Enfance, à l'image de notre nouveau Schéma, j'y reviendrai.

J'insiste sur ce temps long car c'est ainsi qu'**agit une collectivité**.

Parce qu'elle est un collectif d'humains et de travail en liens, **aucune décision ne peut être prise de manière radicale et unilatérale** sous peine d'être **autoritaire** et, bien souvent, **inefficace**.

C'est pourquoi nous y travaillons dans de **nombreux comités** mis en place : avec les services de l'**Etat**, la **Chambre** Régional des Comptes, et avec nos **agentes** et **agents** pour **faire de cette crise une opportunité de codécision**.

Harmoniser ce que contient le Plan de Retour à l'Equilibre et ce que le terrain porte de son côté est essentiel pour que l'appropriation soit collective.

Je ne reviendrai pas sur le détail de toutes les mesures d'économies déjà prises, mais prenons l'une des plus significatives, car elle pèse en premier lieu sur notre organisation interne : au 31 décembre 2025, le Département compte **255 agents en moins** par rapport à janvier 2025.

Nous avons fait ce choix, douloureux mais déterminé, de **faire porter de grands efforts au sein même de la collectivité** pour limiter les dégâts sur nos partenaires et les missions de service public que nous assurons ensemble.

Il faut le dire, le noter, le souligner : **tout ce que le Département prend sur lui** (Ressources Humaines, charges de gestion et de structure...), **il le fait au bénéfice du tissu d'acteurs girondins**, car **nous ne pouvons pas faire seuls**.

Prendre soin de nos agentes et agents est aussi important que d'être vigilant à entretenir de bonne relations avec nos partenaires.

Aussi, un baromètre social sera créé un 2026. Il permettra de suivre les effets du Plan de Retour à l'Equilibre sur la vie au travail.

Nous avons pleinement conscience des **conséquences sur l'organisation du Service public départemental** et sur l'exercice même de vos missions, en central comme dans les territoires.

Mais ne pas tenir notre budget serait encore plus préjudiciable pour le service public départemental.

Pour autant, nous ne pourrions pas non plus **faire avec moins d'agentes et d'agents** alors que les besoins évoluent et augmentent, particulièrement du côté de nos aînés.

Si **revenir à des effectifs équivalent à 2021** est nécessaire pour retrouver l'équilibre, cela ne va donc pas **sans inquiétude quant à l'avenir du service public.**

Notre crainte c'est qu'il entre dans **un cercle vicieux de dégradation** qui a déjà commencé à l'échelle nationale.

Nous le refusons catégoriquement.

Alors, nous allons **partager, expliquer, accompagner le bien fondé de nos choix avec nos organisations syndicales et de nos partenaires.**

Rien ne doit nous conduire à nous replier ou pire à **ne pas s'autoriser à inventer, innover, prendre des initiatives.**

Car permettez-moi d'insister à nouveau sur ce point : **notre budget 2026 sera toujours d'1,8 Md€** et même **plus** en réalité, car il faut y ajouter la richesse de nos coopérations et les mutualisations nouvelles avec nos partenaires.

En 2026, nous aurons donc **moins qu'avant, mais encore beaucoup** pour :

toujours servir 10 millions repas accessibles financièrement qui seront aux collégiennes et collégiens,

toujours entretenir nos routes qui selon les priorités et la sécurité, -
et je fais une incise pour saluer le formidable travail des agentes et
agents départementaux qui ont déneigé nos routes la semaine
dernière -,

toujours prendre soin des bébés et conseiller leurs parents sur les
premières années,

toujours donner le choix à votre mère ou votre grand-père de vivre
à domicile ou en maison de retraite,

toujours préserver et ouvrir gratuitement des espaces naturels
sensibles à toutes et tous,

toujours accompagner votre proche en situation de handicap ou cet
ami sur la voie de l'insertion sociale et professionnelle dans leur
parcours de vie.

toujours protéger les enfants, peut-être amis des vôtres, dont les
parcours de vie sont bousculés, et nous en faisons notre Grande
Cause 2026, j'y reviendrai.

Parce que **c'est ça le service public** : une communauté d'action toujours,
tous les jours.

Parce que nous ne vivons **pas des réalités concurrentes avec nos
partenaires, mais des missions de solidarité en partage.**

Quant au département-guichet, à la « logique guichetière » : ils font partie
du passé.

C'est au contraire en accentuant nos **coopérations**, la **mutualisation**
avec nos partenaires publics, privés, associatifs, des maires aux citoyens,
des bénévoles aux personnes accompagnées que nous réussirons
ensemble.

Car ce Plan est un nouvel avenir que nous allons **co-construire** autour de 4 axes :

Budgétaire par la maîtrise de nos dépenses et la mise en œuvre des 95 mesures d'économie dans tous les domaines de la dépense publique ;

Organisationnel par le renforcement de la sobriété de notre organisation ;

Pilotage de nos activités par le renforcement du contrôle interne et la sécurisation de nos procédures ;

Managériale par la responsabilisation de tous et le soutien des managers à tous les niveaux de la collectivité.

Vous l'aurez compris, c'est le fonctionnement même de **l'administration qui s'en trouve modifié** mais aussi nos **relations partenariales**.

D'où notre exigence de faire *ensemble* pour faire *autrement* pour que chacun ait **sa place et sa part** dans cette dynamique de transformation commune.

Voici donc l'essentiel à retenir : ce Plan est solide parce qu'il est solidaire.

*

Bien sûr, en disant cela ici, au Centre Départemental de la Famille - dont je remercie le Directeur et les équipes pour leur accueil -, je pense à nos partenaires de la Protection de l'Enfance.

J'en viens à notre Grande cause 2026 dont la première pierre est le nouveau Schéma qui illustre la manière dont nous allons désormais faire : *autrement* et toujours *avec*.

Faire Autrement grâce au **virage préventif**, pour accueillir de plus en plus et de mieux en mieux les enfants et ainsi exécuter les décisions encore non exécutées, dont **50% d'entre elles devraient faire l'objet de mesure d'accompagnement à domicile**.

Notre ambition à moyen terme est de sortir d'une logique exclusivement institutionnelle pour construire une **communauté d'action** où chacun peut prendre sa part dans ce **devoir girondin** qu'est la protection de l'enfance.

Faire Autrement c'est aussi faire le choix de travailler exclusivement avec des **acteurs de l'ESS** dans le champ de la protection de l'enfance, car nous avons une même exigence : l'humain avant le profit.

C'est là où les Grandes causes se rejoignent : celle consacrée à l'ESS nous a permis de plaider en faveur d'un secteur en tension, de réaffirmer qu'un autre monde économique est déjà là mais qu'il doit être développée.

Cette année nous mettrons en valeur ce qui fait la spécificité et la qualité de nos partenaires partageant la valeur non lucrative du service public.

J'évoquais aussi l'importance de **Faire Avec**.

Ce Schéma a été co-construit avec celles et ceux qui vivent, accompagnent et font la protection de l'enfance au quotidien.

Parce que ce sont **les premiers concernés** qui peuvent identifier précisément les besoins desquels il nous faut partir pour déterminer les moyens à mobiliser afin que **chacun se sente concerné**.

Jeffrey, assistant familial et **M. Jacques Aurensan**, Président de l'AIES en témoigneront. Je remercie aussi Madame la Directrice générale Laurence Monteil de l'AIES et M. Pierre Magrin de leur présence.

Grâce eux, vous entendrez ce que ce Schéma apporte à la vie quotidienne.

L'avenir de la protection de l'enfance ne peut s'envisager ni en vase clos ni en huis-clos. Il prend son sens **au cœur de la société actuelle** avec ses risques, avec ses possibilités.

*

Vous l'aurez compris, du Plan de Retour à l'Equilibre à la Protection de l'enfance, un même défi, une même méthode, mobiliser la **communauté d'action** girondine, ce réseau social humain que nous aimons, que nous vivons, au 1^{er} kilomètre.